



Mission régionale d'autorité environnementale

Auvergne-Rhône-Alpes

**Décision de la mission régionale d'autorité environnementale
après examen au cas par cas
relative à l'élaboration du plan local d'urbanisme
de la commune de Copponex (74)**

Décision n°2017-ARA-DUPP-00466

Décision du 22 septembre 2017
après examen au cas par cas
en application des articles R.104-28 et suivants du code de l'urbanisme

Le président de la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes du conseil général de l'environnement et du développement durable,

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L104-1 à L104-8 et R104-1 à R104-33 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision prise par la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes dans sa réunion du 14 mars 2017 portant exercice de la délégation prévue à l'article 17 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 sus-cité ;

Vu la demande enregistrée sous le n°2017-ARA-DUPP-00466, déposée par la commune de Copponex le 24 juillet 2017, relative à l'élaboration de son plan local d'urbanisme (PLU) ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé en date du 18 août 2017 ;

Vu la contribution de la direction départementale des territoires en date du 07 septembre 2017 ;

Considérant, en termes de gestion économe de l'espace :

- que le projet de PLU prévoit la construction d'une trentaine de logements ;
- que, déduction faite des permis de construire et permis d'aménager annoncés comme étant déjà délivrés, le projet présenté prévoit de contenir le développement de l'habitat dans les limites de l'enveloppe urbaine existante ;
- qu'un secteur d'une surface de 0,2 ha est identifié comme zone à urbaniser ; que ce secteur se trouve au sein de l'enveloppe urbaine et qu'il sera couvert par une orientation d'aménagement et de programmation qui fixe sa densité minimale à 70 logements par hectare ;

Considérant que la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type 1 : « *Friche à Molinie sur argile de la Verchère* », sera classée en zone naturelle N du PLU ;

Considérant que les zones humides inventoriées sont annoncées comme devant bénéficier d'un classement en zone naturelle N du PLU ; qu'elles seront identifiées en tant que « secteurs d'intérêt écologique » et qu'elles feront l'objet de dispositions réglementaires spécifiques et adaptées ;

Considérant que les corridors écologiques identifiés sont annoncés comme devant être classés en zone agricole A ou naturelle N du PLU, qu'ils seront identifiés en tant que « corridor écologique » ou « secteurs d'intérêt écologique » et qu'au sein de ces périmètres, seront interdites toutes constructions nouvelles y compris l'extension du bâti existant ;

Considérant, au regard des éléments fournis par la commune, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à ce stade, que la procédure d'élaboration du PLU de la commune de Copponex (Haute-Savoie) n'est pas de nature à justifier la réalisation d'une évaluation environnementale ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Sur la base des informations fournies par la personne responsable, la procédure d'élaboration du PLU de la commune de Copponex (74), objet de la demande n°2017-ARA-DUPP-00466, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision ne dispense pas la procédure objet de la présente décision des autorisations et avis auxquels elle peut être soumise par ailleurs.

Article 3

En application de l'article R104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision sera mise en ligne et jointe au dossier d'enquête publique ou autre procédure de consultation du public.

Le président de la mission régionale d'autorité
environnementale Auvergne-Rhône-Alpes,



Jean-Pierre NICOL

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

La décision soumettant à évaluation environnementale peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision approuvant le projet.

Où adresser votre recours ?

- Recours gracieux

Monsieur le Président de la mission régionale d'autorité environnementale d'Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
siège de Clermont-Ferrand
7 rue Léo Lagrange
63033 Clermont-Ferrand cedex 1

- Recours contentieux

Monsieur le Président du tribunal administratif de Clermont-Ferrand
6 cours Sablon
CS 90129
63033 Clermont-Ferrand cedex 1